

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
8 Route de Brest en CROZON**

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que des travaux de terrassement, de maçonnerie et d'enrobés doivent être exécutés au droit du 8 route de Brest en CROZON du 16 janvier au 16 mars 2023 par l'entreprise EURL LOUVEL. - Créac'h Hily 29560 TELGRUC,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales,

ARRETE

**ARTICLE 1**      **Du 16 janvier au 16 mars 2023**

Afin de sécuriser le chantier, le stationnement de tout véhicule sera interdit à hauteur du chantier au droit du 8 route de Brest en CROZON, afin de permettre la réalisation de travaux terrassement, de maçonnerie et d'enrobés.

**ARTICLE 2**      **Du 16 janvier au 16 mars 2023**

Durant la période des travaux, il y a lieu de procéder à un rétrécissement de chaussée.

La circulation des véhicules sera réglementée par :

- la vitesse sera limitée à 30 km/h et matérialisée par des panneaux B14.30,
- le dépassement sera interdit à hauteur du chantier,

**ARTICLE 3**

La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de l'entreprise EURL. LOUVEL – Créac'h Hily – 29560 TELGRUC.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

**ARTICLE 5** Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 6** Le présent arrêté sera apporté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

**ARTICLE 7** Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 8** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

**ARTICLE 9** Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Directrice Générale des Services de la ville de CROZON  
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON  
Police Municipale  
Services Techniques Municipaux  
Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime.

Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à l'entreprise EURL. LOUVEL – Créac'h Hily – 29560 TELGRUC.

Pour extrait certifié conforme  
A CROZON, le 9 janvier 2023  
P/LE MAIRE



L'Adjoint délégué

  
Philippe BRUN